
Dix questions à...

Mourad Djebabla Ph.D.

Historien. Spécialiste de la Première Guerre mondiale.



Mourad Djebabla est historien. Il a obtenu un doctorat en histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2008 et a complété ses études postdoctorales à l'Université McGill en 2010. En 2013, il s'est vu décerner le prix en histoire politique de la Société historique du Canada. Mourad Djebabla est professeur adjoint au Département d'histoire du Collège militaire royal du Canada à Kingston en Ontario.

1. Mourad Djebabla, notre entretien portera essentiellement sur la Première Guerre mondiale (1914-1918). La guerre, c'est avant tout les armes. Peut-être devrait-on dire que ce sont les armes et l'agriculture car il est impossible de faire la guerre si la nourriture manque.

En effet, la nourriture est indispensable pour survivre, indispensable aux armées pour combattre et indispensable, également, aux civils qui constituent ce qu'on appelle le front domestique. Il faut noter que la Première Guerre mondiale est qualifiée de guerre totale car elle mobilise l'ensemble de la nation. Il y a les soldats qui combattent au front et il y a également la population civile qui doit être mobilisée pour soutenir les soldats. Les belligérants en sont très conscients. Les Alliés vont mettre en place un blocus des ports allemands pour essayer de couper toute importation de nourriture et ainsi affamer la population allemande. En réponse, les Allemands vont pratiquer, à l'hiver 1914-1915, une guerre sous-marine visant à détruire les navires qui ravitaillent la Grande-Bretagne pour affamer sa population. Il faut savoir également que l'Allemagne et l'Angleterre, avant la guerre, dépendaient grandement des importations de vivres. L'essor industriel faisait en sorte que l'agriculture était en partie sacrifiée au profit des usines. Cela va devenir leur talon d'Achille pendant la guerre.

2. Au Canada, quel rôle joue le gouvernement fédéral dans le fonctionnement de l'agriculture pendant la guerre?

Le rôle du gouvernement fédéral est d'abord d'encadrer les agriculteurs et de leur assigner des objectifs. Après leur avoir expliqué la situation alimentaire de la Grande-Bretagne, il leur demande de produire plus pour répondre aux besoins alimentaires des Britanniques. Dans les Prairies, le ministre fédéral de l'Agriculture exige que l'on mette fin à la pratique de la jachère. Le gouvernement fédéral met en place des politiques pour fournir aux agriculteurs la main-d'œuvre nécessaire à l'augmentation de la production. Pensons ici aux travailleurs chinois qui œuvrent dans les champs. Le gouvernement fédéral va favoriser la mécanisation en distribuant des tracteurs. En résumé, le rôle du gouvernement fédéral est d'assigner aux agriculteurs des objectifs, en plus de leur donner des conseils et des moyens visant à augmenter leur production.

3. Quelles sont les conséquences de la guerre sous-marine sur l'agriculture canadienne?

Le premier objectif de la guerre sous-marine allemande est d'affamer la population britannique. Or, dans le cadre de l'Empire britannique, le Canada est le dominion le plus proche de l'Angleterre. Par le fait même, les navires qui partent du Canada ont beaucoup plus de chance d'arriver à bon port que ceux qui partent de l'Australie ou de l'Inde. Cela explique pourquoi Londres se tourne prioritairement vers le Canada pour lui demander de combler ses besoins alimentaires, notamment en blé et en viande. À ce propos, il est intéressant de noter qu'en juin 1917, le gouvernement britannique met en place les premiers convois qui traverseront l'Atlantique. De façon erronée, on pense souvent que les premiers convois entre l'Amérique du Nord et l'Angleterre datent de la Deuxième Guerre mondiale. En fait, les premiers convois ont été mis en place au cours de la Première Guerre mondiale pour permettre aux navires canadiens et américains transportant des vivres, d'arriver à bon port en Grande-Bretagne.

4. Quels rôles jouent les femmes dans l'agriculture pendant la guerre?

Le gouvernement canadien demande aux agriculteurs d'augmenter la production mais, en même temps, envoie toujours plus d'hommes au front. Le problème qui se pose pour les agriculteurs pendant toute la guerre est le manque de main d'œuvre. Et c'est ainsi qu'on demande aux femmes de travailler dans les champs même si on considère, à cette époque, que la place des femmes est à la maison. Avec la guerre, elles deviennent impliquées activement dans l'économie. D'ailleurs, on va mobiliser des jeunes filles venant des villes pour participer aux travaux des champs. Pensons ici aux « farmerettes », ces jeunes filles que l'on incite à travailler aux champs surtout pendant la période consacrée à la cueillette des fruits.

5. Pendant la guerre, le gouvernement fédéral a tenté de changer les habitudes alimentaires des Canadiens.

Pendant la Première Guerre mondiale, la politique alimentaire du Canada se divise en deux volets. D'un côté, il y a, comme nous l'avons vu, l'augmentation de la production. Il s'agit d'inciter les agriculteurs à produire toujours plus. L'autre volet de cette politique vise plutôt

la consommation. Le gouvernement fédéral demande à la population d'économiser les vivres destinés à la Grande-Bretagne. En 1917, il met en place ce qu'on appelle le Contrôleur des vivres. Celui-ci définit les 3 B (bacon, bœuf et blé) comme étant les aliments indispensables à l'exportation vers la Grande-Bretagne. Toute la politique du gouvernement fédéral est de faire en sorte que les consommateurs trouvent des substituts à ces 3 B. Pour ce faire, il valorise la consommation du poisson. On propose également aux citoyens de consommer de la volaille plutôt que du bœuf ou du porc et de consommer un peu plus les abats (foie, reins, cœur). Le Contrôleur des vivres lance aussi la campagne des jardins de guerre. Il demande aux citoyens de cultiver leurs propres légumes dans les cours arrière et les lots vacants en ville. À partir de 1917, le gouvernement fédéral autorise la commercialisation de la margarine alors que le beurre est désormais destiné à l'exportation. Enfin, on développe ce qu'on appelle à l'époque le pain de guerre, qui est en fait, un pain de seigle. Ici aussi, le blé doit être dans la mesure du possible réservé à l'exportation.

6. En période de guerre, on parle souvent d'une économie dirigée. Était-ce le cas au Canada pendant la Première Guerre mondiale?

Pendant toute la guerre, le gouvernement fédéral est réticent au fait de diriger l'économie. Pour le premier ministre du Canada, Robert Borden, l'économie doit se réguler d'elle-même en période de paix comme en période de guerre. Donc, au début des hostilités, le gouvernement fédéral hésite à intervenir dans l'économie. Mais, au fur et à mesure que le conflit s'enlise, et plus particulièrement à partir de 1917, le gouvernement réalise qu'il doit centraliser toutes les ressources disponibles au pays pour être en mesure de mieux gérer l'effort de guerre. C'est ainsi qu'on crée des commissions pour contrôler le charbon, l'essence et la nourriture. Pour la première fois de son histoire, le gouvernement fédéral exerce un véritable pouvoir sur la distribution des biens au Canada. Par contre, il est important de souligner que le Canada n'ira jamais aussi loin que les pays européens dans le contrôle de l'économie.

7. Pendant la guerre, a-t-on assisté à une politisation du monde rural?

Oui, les événements vont amener les agriculteurs à jouer un rôle sur la scène politique, autant au fédéral qu'au provincial.

Comme le gouvernement fédéral leur demande un effort supplémentaire pour soutenir les Alliés, les agriculteurs sont bien conscients du rôle qu'ils exercent dans cette guerre. Par contre, le manque de coordination au sein des ministères fédéraux entraîne des problèmes considérables entre les agriculteurs et le gouvernement. Prenons l'exemple de la Crise de la conscription en 1917. Alors qu'on demande aux agriculteurs de faire un effort supplémentaire, on envoie leurs fils au front. Donc, le gouvernement fédéral ne tient pas ses promesses pour les fils des agriculteurs qui devaient être exemptés de participer au conflit. Cela crée une véritable cassure dans les relations entre le fédéral et les agriculteurs de tout le pays. Ces derniers vont donc s'impliquer activement en politique. Les « United Farmers » de l'Ontario élisent un des leurs au parlement provincial en 1918. Dans les Prairies, les agriculteurs joueront eux aussi un rôle important avec la création du Parti progressiste du Canada, qui vise à défendre les intérêts des fermiers. Ceci explique pourquoi, en 1921, il y a élection d'un gouvernement minoritaire à Ottawa. Par la force des choses, les agriculteurs apprennent à défendre leurs intérêts.

8. La guerre a-t-elle transformé l'agriculture canadienne?

La guerre a surtout eu un impact au niveau des Prairies, plus particulièrement en Saskatchewan en raison du développement de la monoculture du blé. Après la guerre, quand les cours du blé vont chuter, la situation économique devient particulièrement difficile pour ces agriculteurs. L'autre impact de la Première Guerre mondiale est l'accélération de la mécanisation des fermes. Pour contrer le manque de main d'œuvre, le gouvernement distribue des tracteurs, surtout dans les Prairies. Par contre, la guerre ne vient pas renverser la tendance de l'exode rural qui avait déjà commencé bien avant le début du conflit. Une fois la guerre terminée, le monde rural connaît un déclin alors que la population devient majoritairement urbaine.

9. Peut-on faire une comparaison entre l'agriculture canadienne et l'agriculture américaine pendant cette période marquante de notre histoire?

Oui, dans la mesure où l'agriculture canadienne et l'agriculture américaine répondent aux mêmes objectifs dont celui de nourrir les Alliés.

Des deux côtés de la frontière, on encourage l'augmentation de la production et on demande aux consommateurs de modifier leurs habitudes alimentaires. Les deux pays vont s'entendre pour que le prix du blé soit le même afin d'éviter qu'une concurrence s'installe entre eux.

10. Au Canada, a-t-on retenu les leçons de la Grande guerre lorsque débute le second conflit mondial?

En 1914, tout est nouveau pour le gouvernement fédéral. Il ne peut s'appuyer sur aucun précédent. Il faudra attendre en 1917 pour que le premier ministre Robert Borden décide d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie. Ce dernier réalise qu'en période de guerre l'économie doit être encadrée. On va retenir la leçon. En 1940, le gouvernement fédéral met en place la *Loi sur la mobilisation des ressources nationales*. Cette loi permet au gouvernement fédéral de mobiliser les ressources industrielles, agricoles et militaires nécessaires à la poursuite de la guerre.

Merci Mourad Djebabla!

Propos recueillis par Claude Beauregard le 28 novembre 2014.